

# Le Soleil contre la pauvreté

**MICHAEL ECKHART** nous présente un mode de financement novateur pour la production d'énergies propres



Mark Edwards / Topfoto

**D**epuis de nombreuses années le monde de l'énergie propre est à la recherche de modes de financement novateurs. On a presque essayé, mais on se rend maintenant compte que la solution magique n'existe pas. On constate en général qu'il s'agit moins d'amener le monde de la finance dans le domaine de l'énergie propre que d'amener celui de l'énergie propre dans le domaine de la finance, tout en y ajoutant quelques nouveaux éléments.

## Investir massivement

Certaines caractéristiques fondamentales des énergies propres affectent leurs possibilités de financement. Tout d'abord, les projets de production d'énergie propre requièrent en général davantage d'investissements que les alternatives de type classique. Leur coût initial est donc plus élevé, et leur coût opérationnel moindre, ce qui les rend plus sensibles aux termes de la dette et aux taux d'intérêt. Ils sont également plus vulnérables aux inquiétudes liées aux aléas de la politique, aux dévaluations monétaires et à d'autres problèmes internationaux, parce que recouvrer un capital investi prend plus longtemps. Ici, les obligations planétaires pour le développement dont la création est envisagée, constituent une innovation en matière de travail avec le monde de la finance : elles sont en effet susceptibles de lier un jour des projets de développement durable dans des pays en développement à des financements provenant d'investisseurs institutionnels dans des pays développés comme les Etats-Unis. C'est un travail de longue haleine, mais on progresse.

En deuxième lieu, le développement d'énergies propres génère des bénéfices environnementaux difficiles à traduire en gains pour les investisseurs et organismes de crédit. On commence à peine à créer des mécanismes permettant de convertir ces bénéfices publics en valeur monétaire, et donc à les inclure dans des accords

de financement. Les « crédits carbone » inspirés du Protocole de Kyoto et les crédits pour les énergies renouvelables créés par les marchés réglementés et les marchés libres en sont deux exemples. Dans certains cas, leur valeur dépasse en fait celle de l'électricité produite. Le défi, c'est de créer des marchés pour ces instruments, de sorte que le monde de la finance puisse avoir confiance en leur valeur à long terme.

Troisièmement, les projets d'énergie propre se font souvent à une échelle plus réduite que les projets conventionnels, ce qui s'accompagne de coûts élevés de transaction par unité de production. Le projet SolarBank vise à mettre un programme de financement à la portée d'un grand nombre de très petites transactions.

On utilise déjà des panneaux solaires à cellule photovoltaïque, qui transforment la lumière du soleil en électricité sans polluer, pour fournir, pour la première fois, de l'électricité aux maisons non desservies par le réseau. En fournissant de la lumière, un accès aux communications et des perspectives économiques, on peut ainsi faire sortir les gens de la pauvreté. La difficulté, c'est que le coût initial de ces panneaux est élevé et qu'il faut donc un financement extérieur dans 95 % des cas. Or les banquiers ne prêtent pas d'argent pour de petites centrales électriques, et les services publics n'en prêtent pas du tout. Et pourtant, il s'agit d'un marché considérable : à environ 500 dollars par installation, il serait possible, pour 200 milliards de dollars, d'électrifier ainsi l'ensemble des 400 millions de maisons qui n'ont pas accès à l'électricité dans le monde. C'est un défi gigantesque, en particulier si l'on prend en compte les coûts de transaction d'autant de petits financements. Il doit être possible de rendre le financement de cette nouvelle perspective plus efficient.

## Des mesures d'incitation

D'où l'idée de créer un Fonds appelé SolarBank. Il s'agirait d'un Fonds mondial « grossiste » qui prêterait aux organismes de crédit « détaillants » qui desservent les populations rurales, c'est-à-dire les banques, y compris les banques rurales, les organismes de microfinance, les coopératives, les sociétés et autres types de prêteurs. Ce Fonds aurait les caractéristiques suivantes :

Il s'agirait d'un Fonds « spécialisé » qui ne prêterait peut-être que 2 milliards de dollars au cours de son existence, mais qui, au fur et à mesure, acquerrait une expertise qui susciterait l'émulation parmi les principaux organismes de crédit. Par un effet de levier, cela aurait comme impact de mobiliser l'ensemble des 200 milliards de dollars nécessaires.

Ce Fonds offrirait un éventail de programmes de soutien et d'orientation techniques visant à garantir le succès des organismes de crédit participants. Ces programmes - comprenant l'éducation, la formation, le contrôle de qualité, la qualification des fournisseurs, le soutien technique, l'assurance et l'apprentissage en équipe - seraient offerts moyennant la participation à un réseau mondial d'organismes de crédit animé par SolarBank.

Le Fonds serait un moyen de faire parvenir à des millions d'utilisateurs finaux les mesures incitatives des gouvernements et les subsides des pays donateurs de l'OCDE.

Le Fonds SolarBank serait un Fonds spécialisé socialement responsable et à but non lucratif ayant pour but d'atteindre un objectif de société tout en respectant une certaine prudence du point de vue financier. Cela exigerait un niveau élevé d'efficacité opérationnelle assorti de peu de frais généraux, de même qu'une direction d'entreprise exceptionnelle et d'excellents savoir-faire financier et technique.

La devise de ce Fonds est simple : « le premier kilowatt-heure est un premier pas hors de la pauvreté ». L'énergie solaire peut fournir le premier kilowatt-heure d'électricité à tous ceux qui en ont actuellement besoin, et le Fonds SolarBank peut être l'élément clef d'une stratégie globale visant à atteindre cet objectif ■

*Michael T. Eckhart est Président de Solar International Management Inc. et du Conseil américain pour l'énergie renouvelable (ACORE)*